

Question d'actualité - Séance du 25 novembre 2005 - Groupe socialiste

Objet : actions du Conseil général face au malaise social exprimé ces dernières semaines dans le Val d'Oise

Monsieur le Président,

Notre groupe condamne toutes les violences urbaines survenues ces dernières semaines sur le territoire de nos communes. Brûler la voiture de son voisin, détruire une école, s'attaquer à des bâtiments publics ou à des bus... Tous ces actes sont insupportables et inexcusables. Tous les habitants de nos villes ont droit au respect, ils aspirent à vivre en paix et en sécurité, et ne se reconnaissent pas au travers de ceux qui s'expriment par la violence.

Cependant, avec eux, nous faisons chaque jour le constat que cette explosion n'est pas le fruit du hasard. Elle ne peut pas être déconnectée de la politique injuste mise en œuvre par les gouvernements Raffarin et Villepin depuis 2002.

Après avoir menti aux français sur la sécurité pour gagner les élections, la droite a beaucoup promis, beaucoup parlé, multipliant à outrance les coups médiatiques. En guise de politique de sécurité, elle a détruit toutes les initiatives que la gauche avait mises en place : abandon de la police de proximité, diminution des effectifs de police et de gendarmerie, abandon des emplois-jeunes mais aussi démantèlement des services sociaux, retrait des éducateurs, suppression des subventions aux associations...

Au-delà de l'échec en matière de sécurité, cette politique n'a créé que plus de chômage et plus d'exclusion, avec un appauvrissement généralisé qui touche de plein fouet les plus fragiles.

Dans tous ces territoires abandonnés et montrés du doigt, il faut réaffirmer notre pacte républicain et appliquer la solidarité nationale en y concentrant des moyens massifs pour l'emploi, le logement, l'éducation et la formation...lutter énergiquement contre toutes les discriminations.

Notre collectivité, du fait des compétences et des moyens financiers dont elle dispose, peut et se doit d'agir. Ainsi, rappelons le rôle important du Conseil général pour les politiques menées en direction des jeunes de 11 à 16 ans sachant que beaucoup des auteurs des violences urbaines avaient précisément ces âges.

Il est urgent de prendre des mesures pour accompagner plus fortement les collégiens de notre département. Rénover ou reconstruire un collège c'est bien, un environnement de qualité est essentiel pour chacun, mais ce n'est pas suffisant pour changer en profondeur le quotidien de nos concitoyens et agir positivement sur leur avenir. Ainsi, nous demandons un effort budgétaire accru à destination des actions post et péri-scolaires.

De plus, un soutien plus fort aux associations de prévention spécialisée est nécessaire. Il est à regretter que ces structures aient été mises en difficulté du fait de la baisse de leurs subventions, le Conseil général peut dans ce domaine agir et proposer des solutions.

Enfin, en ce qui concerne le secteur médico-social et sanitaire, le Conseil général dispose de relais locaux importants pour mener une politique efficace de prévention. Ces réseaux doivent être plus fortement soutenus notamment dans les villes de l'est du département, sur Argenteuil et la ville nouvelle.

Monsieur le Président, les événements qu'a connus l'ensemble de la France ces dernières semaines ne peuvent pas laisser notre assemblée sans réaction, rappelons-nous que tout est parti du Val d'Oise et de la visite médiatique de Nicolas Sarkozy au Val d'Arg. Que proposez-vous pour répondre au malaise social exprimé dans beaucoup de nos quartiers, certes par une violence condamnable mais qui doit appeler à une réponse autre qu'un couvre feu.